

CLEMENCEAU, MONTMARTRE ET LA COMMUNE

Le 2 septembre 1870, l'empereur Napoléon III capitule à Sedan face à l'armée prussienne ; et le 4 septembre la République est proclamée à l'Hôtel de Ville par Gambetta, Favre et Ferry. Il s'agit de la Troisième République qui succède au Second Empire. La France change de régime mais la guerre continue. Paris est assiégé. Les états allemands s'unissent dans la Galerie des Glaces à Versailles (le 18 janvier, Bismarck fait proclamer la naissance de l'empire Allemand).

Dans ce contexte complexe, Clémenceau fait son apprentissage en politique.

De retour en France en 1870, après un voyage en Amérique, il assiste à la chute du Second Empire. Durant ses études de médecine à Paris, le jeune Clémenceau fréquentait des artistes du quartier latin, des nostalgiques de la Deuxième République. Il défendait alors les positions de l'extrême gauche radicale, pour un changement en profondeur de la France du XIX^e siècle. Mais au cours des événements de la Commune de Paris, Clémenceau va se démarquer des idéaux révolutionnaires, de la défense des ouvriers, qui lui avaient attiré la sympathie des gens de l'extrême gauche.

Il débute sa carrière politique, comme maire du XVIII^e arrondissement du 5 septembre 1870 au 27 mars 1871.

Fondateur du Parti radical-socialiste, Président du Conseil municipal de Paris et député à l'Assemblée Nationale en 1871, il devra démissionner pour avoir tenté de s'interposer entre les deux camps. Parlementaire radical, il est prêt à défendre les ouvriers dans la mesure où cela ne remet pas en question les valeurs républicaines de la bourgeoisie. Car il veut sauver le tout récent régime républicain. Ce qui l'opposera au peuple révolutionnaire et lui fera connaître un premier échec politique.



Il se trouve donc aux premières loges quand la guerre civile éclate sur la Butte Montmartre. A trente ans, il est le médecin des pauvres (qu'il consulte dans son dispensaire, au 20 rue des Trois Frères), lorsqu'il rencontre Louise Michel, l'institutrice des enfants pauvres, son aînée de dix ans. Il est encore pétri d'idéaux libertaires, inspirés de Blanqui. La proximité géographique les rapproche aussi. Elle enseigne rue Houdon, lui est maire aux Abbesses et soigne rue des Trois Frères. Ils font connaissance pendant le siège de Paris (septembre 1870 à Janvier 71).

Au lendemain de l'armistice, la France est occupée par l'armée prussienne jusqu'au paiement d'une indemnité de guerre de cinq milliards de francs or.

Adolphe Thiers veut retirer aux Parisiens (et aux gardes nationaux) leurs armes et les canons qu'ils avaient payés par souscription et qui étaient toujours disposés sur la Butte. Il échoue le 8 mars à les enlever de force. Tandis que le gouvernement provisoire se retire à Versailles (quel symbole !), la capitale est aux mains des insurgés. C'est le début de la Commune. Clémenceau, élu député de Paris le 8 février n'a pas rejoint l'Assemblée Nationale revenue à Versailles et tente de convaincre avec Victor Schœlcher le Comité central de rendre les canons. Il est alors maire de Montmartre (XVIII^e arrondissement) et le témoin principal de l'insurrection. Il intervient auprès du ministre de l'Intérieur Picard pour éviter l'affrontement entre Insurgés et Versaillais. Il s'agit pour Adolphe Thiers, chef du pouvoir exécutif de récupérer les armes dès le 8 mars sur la Butte, mais aussi d'arrêter les meneurs révolutionnaires. L'insurrection a lieu le 18 mars 1871.

A huit heures, les soldats fraternisent : le Général Lecomte chargé de l'opération, ordonne de tirer sur la foule, mais il est fait prisonnier au Château Rouge, tandis que quatre-vingts de ses gendarmes sont conduits à la mairie de Montmartre. Il sera exécuté, malgré l'intervention du maire en sa faveur, en fin de journée, ainsi que le général Clément-Thomas, rue des Rosiers (*Aujourd'hui rue du Chevalier de la Barre*).

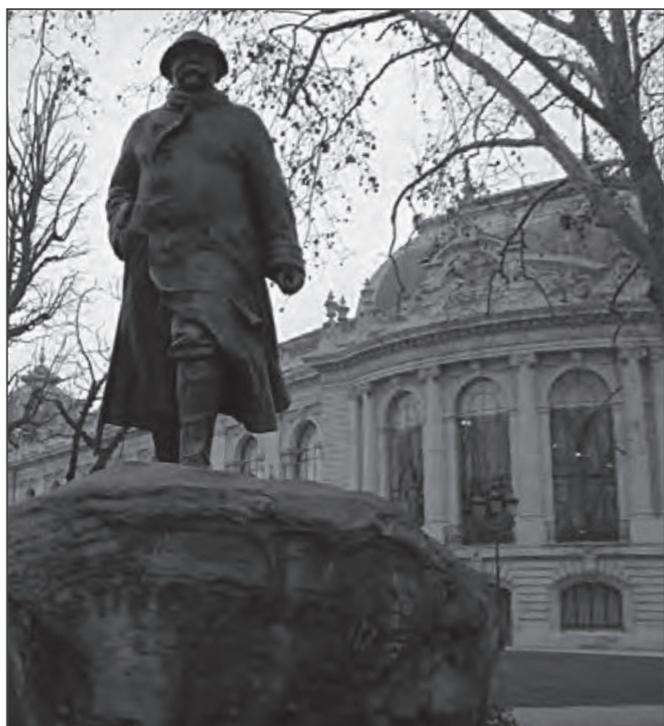
La tentative de conciliation menée par Clémenceau a échoué. En renvoyant dos à dos les Communards et les Versaillais, il se trouve pendant une semaine dans un « *entre-deux* » insoutenable, ce qui lui vaudra de se faire des ennemis dans les deux camps.

Battu aux élections municipales de juillet 1871, il envoie sa démission à l'Assemblée Nationale.

Louise Michel, condamnée à dix ans de réclusion, est envoyée au bagne de Nouvelle-Calédonie ; tandis que Thiers devient le premier président de la Troisième République, le 31 août 1871.

Clémenceau est néanmoins réélu député en 1876 et devient le chef de file de l'aile radicale du Parti républicain, qui se situait alors à l'extrême-gauche de l'échiquier politique (après la disparition du mouvement communal). Il intervient alors pour réclamer l'amnistie des Communards, au côté de Victor Hugo. L'amnistie est votée en juillet 1880. Après ces événements tragiques, la carrière politique de Clémenceau rebondit.

Ardent défenseur de Dreyfus dans le journal l'Aurore, premier flic de France avec ses fameuses brigades mobiles créées en 1907,



*Statue de Clémenceau
au Rond-Point des Champs-Élysées*

surnommées les Brigades du Tigre, briseur de grèves (répression de la CGT en 1908),

ministre de la Guerre, président du Conseil, « père la Victoire » de la Grande Guerre de 14-18. Partisan d'une démocratie défendant le patriotisme et l'anticléricalisme, Clémenceau sera l'artisan farouche de la loi de la Séparation de l'Eglise et de l'Etat en 1905 et le « *Sauveur de la France* » en 1917. Clémenceau incarne la Troisième République. En 1932, un monument à sa gloire est érigé en plein cœur de Paris, sur les Champs-Élysées, une statue en bronze dressée sur un rocher, qui le représente en mouvement, l'écharpe au vent. Et cet élan sera rejoint en l'an 2000 par une autre figure de la République, celle du Général de Gaulle, en un face à face mémoriel silencieux statufié de notre Histoire.

Béatrice CAHORS